



Nations Unies

# Assemblée générale

## AG/10626

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Assemblée générale

Soixante-deuxième session

12<sup>e</sup> & 13<sup>e</sup> séances plénières

Matin et après-midi

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MYANMAR, D'ISRAËL, DE LA SYRIE ET DE L'ÉRYTHRÉE DÉFENDENT LEURS POINTS DE VUE

/...

Au Moyen-Orient, le Premier Ministre israélien et le Président de l'Autorité palestinienne se sont engagés dans un effort « sincère et véritable » pour parvenir au plus grand dénominateur commun sur le plan politique, a annoncé à son tour la Vice-Premier Ministre d'Israël, Tzipi Livni, se saisissant de la situation dans la région, après les interventions, vendredi dernier, de Mahmoud Abbas et du Président libanais, Émile Lahoud.

La Vice-Premier Ministre a souligné qu'il n'existe aucun substitut à un processus bilatéral. Elle a clairement rappelé le principe sur lequel doit reposer une paix véritable: deux États, Israël et la Palestine, coexistant dans la paix et la sécurité. Mais ce principe est sous-tendu par deux autres: Israël est le territoire du peuple juif et la Palestine doit devenir celui du peuple palestinien, y compris les réfugiés. Le second principe est que si la création d'une Palestine viable et prospère est dans l'intérêt d'Israël, la sécurité d'Israël doit être dans celui des Palestiniens.

Le Hamas et le Hezbollah doivent être mis devant le choix sans ambiguïté de la violence ou de la légitimité, « sans pouvoir revendiquer les deux ». Tzipi Livni a aussi accusé le régime iranien de soutenir le terrorisme, de nourrir l'instabilité régionale et d'être l'ennemi de la coexistence arabo-israélienne. Le représentant de la République islamique d'Iran a exercé son droit de réponse.

La dernière agression israélienne contre la Syrie, le 6 septembre dernier, a rétorqué son Ministre des affaires étrangères, est la preuve qu'Israël veut faire monter la pression. Walid Al-Moualem a souligné l'échec de la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, à condamner cet acte d'agression qui ne ferait qu'encourager Israël à persister dans ses objectifs hostiles.

Le Ministre a regretté que le fond, l'approche et les objectifs de la réunion internationale que veut convoquer le Président américain sur la recherche d'une solution globale au conflit arabo-israélien demeurent vagues. La Syrie a réitéré, à plusieurs reprises, que la paix est son choix stratégique, a-t-il rappelé, avant de demander si le Gouvernement israélien et l'Administration américaine ont toujours la volonté de parvenir à une paix véritable.

/...

## ***SUITE DU DÉBAT GÉNÉRAL DE LA SOIXANTE-DEUXIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE***

### **Déclarations**

Mme TZIPI LIVNI, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Israël, a jugé important que les valeurs fondamentales de tolérance, de coexistence et de paix, qui constituent les fondements de toutes les démocraties, soient protégées au sein des sociétés et promues entre elles. Or, selon elle, le conflit au Moyen-Orient est alimenté par ceux-là même qui rejettent de telles valeurs; ceux qui veulent le pouvoir sans les responsabilités et ceux dont l'objectif n'est pas d'exercer leurs droits mais de nier ceux des autres. La Vice-Premier Ministre a affirmé que le conflit qui déchirait la région n'était pas un conflit territorial mais un conflit de valeurs même s'il a, a-t-elle reconnu, une dimension territoriale. Mon pays, a-t-elle affirmé, est prêt à envisager le compromis territorial qu'exige une paix durable. Mais nous savons également, surtout après le retrait des forces israéliennes du Liban et de Gaza, que le retrait ne suffit pas à rétablir la paix. Il faut pour cela résoudre le conflit de valeurs qui se trouve au cœur du conflit, a-t-elle insisté. Israël est en première ligne mais c'est un combat de dimension mondiale, comme l'a démontré, il y a six ans, l'effondrement des deux tours jumelles à New York. Il est clair, a précisé la Vice-Premier Ministre, que le conflit au Moyen-Orient n'est pas la cause de l'extrémisme mais bien une conséquence.

Israël est prêt à faire sa part mais pour que le succès soit réel, il faut que les nations du monde soient partenaires dans un combat commun contre l'extrémisme et la terreur qui alimentent le conflit. Insistant sur son profond attachement à la démocratie, la Vice-Premier Ministre a souligné que cet idéal était vulnérable, comme en témoignent les attaques que lui portent les extrémistes du monde entier. Les récentes déclarations d'un porte-parole d'Al-Qaida, qui affirmait que son organisation se servirait de la démocratie pour détruire la démocratie, devrait tous nous alarmer, a prévenu la Vice-Premier Ministre. Nous devons donc reprendre la démocratie, en rejetant d'abord ceux qui la maltraitent. Aucune démocratie ne permet l'existence de milices armées, de groupes racistes ou d'agendas de la violence. La Vice-Premier Ministre a appelé la communauté internationale à reconnaître, au niveau mondial, ce que les démocraties appliquent au niveau national. à savoir, un ensemble universel de normes pour la participation à des élections véritablement démocratiques. Nous avons besoin, a-t-elle insisté, d'un code qui exige de tous ceux qui recherchent la légitimité du processus démocratique, qu'ils la gagnent en respectant les principes qui réservent à l'État le monopole du recours à la force, rejette le racisme et la violence et qui promeut la protection des droits des autres. Ce « code démocratique universel » n'aurait pas pour objectif d'imposer nos valeurs ou de faire taire les voix avec lesquelles nous pourrions ne pas être d'accord. L'objectif du code serait de protéger les valeurs démocratiques contre ceux qui sont déterminés à les corrompre et garantir que la participation à un processus démocratique ne soit pas seulement un droit mais aussi une responsabilité.

La tentation est grande, a poursuivi la Vice-Premier Ministre, de négocier avec les extrémistes, au nom de la stabilité et de la tranquillité. Mais nous ne rendons pas service à la diversité lorsque nous tolérons l'intolérant. Des groupes tels que le Hamas et le Hezbollah doivent être mis devant le choix sans ambiguïté de la violence ou de la légitimité sans pouvoir revendiquer les deux, a ajouté la Vice-Premier Ministre. C'est le même choix qui doit être soumis au régime iranien, a-t-elle poursuivi, l'accusant d'être le soutien le plus important du terrorisme, d'alimenter l'instabilité en Iraq, au Liban, en Palestine et au Moyen-Orient en général, et d'être l'ennemi de la coexistence arabo-israélienne. Personne ne peut nier que l'Iran nie l'Holocauste et parle librement de son souhait d'effacer un État Membre de la carte. Personne ne peut nier, a insisté la Vice-Premier Ministre, que l'Iran recherche activement les moyens de le faire.

Mais, a-t-elle encore accusé, il y en a toujours qui, au nom du consensus et du dialogue, continuent de faire obstacle aux mesures urgentes qu'il faut prendre pour mettre un terme aux sinistres ambitions de l'Iran. Il est temps pour l'ONU et pour les États du monde entier, de tenir la promesse de « Plus jamais ça ». Il est également temps de voir une telle conviction morale au sein du Conseil des droits de l'homme, qui doit cesser d'être l'arme des violateurs des droits de l'homme pour devenir le bouclier de leurs

victimes. Israël n'a jamais cherché à éviter les discussions sur l'état des droits de l'homme dans son territoire. Mais tant que le Conseil des droits de l'homme maintiendra une attention disproportionnée sur Israël, il affaiblira la voix morale de l'ONU et permettra que le prix de son aveuglement soit payé par les victimes au Darfour ou au Myanmar.

Évoquant ensuite la cause de la réconciliation israélo-palestinienne, la Vice-Premier Ministre a souligné que cela ne consiste pas à déclarer qui a tort et qui a raison. Il s'agit de partager une vision et une responsabilité communes face à l'avenir. Rappelant que le Premier Ministre israélien et le Président de l'Autorité palestinienne se sont engagés dans un effort « sincère et véritable » à parvenir au plus grand dénominateur commun sur le plan politique, la Vice-Premier Ministre a souligné qu'il n'existait aucun substitut à un processus bilatéral. Elle a clairement rappelé le principe sur lequel doit reposer la paix véritable: deux États, Israël et la Palestine, coexistant dans la paix et la sécurité. Mais ce principe est sous-tendu par deux autres: Israël est le territoire du peuple juif et la Palestine doit devenir celui du peuple palestinien, y compris les réfugiés. Le second principe est que si la création d'une Palestine viable et prospère est dans l'intérêt d'Israël, la sécurité d'Israël doit être dans celui des Palestiniens. Guidées par ces principes, les deux parties peuvent définir une frontière commune et faire de ce rêve de deux États, une réalité.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous pouvons prévoir les difficultés et voir les obstacles érigés par les ennemis de la paix. Mais les progrès seront possibles là où nous aurons un gouvernement palestinien qui accepte les principes du Quatuor et honore, tout comme Israël, les obligations découlant de la Feuille de route, a estimé la Vice-Premier Ministre, qui a appelé la communauté internationale et le monde arabo-musulman à apporter leur appui plutôt qu'à poser des conditions. Ce soutien peut prendre plusieurs formes, a-t-elle ajouté: une assistance économique et politique à un nouveau gouvernement palestinien engagé en faveur de la coexistence; une adhésion claire aux accords politiques conclus par les deux parties; le renforcement de la coopération régionale entre le monde arabe et Israël; et la lutte contre les adversaires du succès.

M. JEAN PING, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de la francophonie et de l'intégration régionale du Gabon, ... le Vice-Premier Ministre a souscrit à l'idée d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient.

/...

M. SAYYID BADR BIN HAMAD ALBUSAIIDI, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères d'Oman, a estimé qu'il y avait des signes positifs au Moyen-Orient démontrant la volonté de la communauté internationale de faire face à ses responsabilités pour contribuer à sortir du conflit. Nous avons le sentiment, a-t-il ajouté, qu'il y a des indicateurs positifs, reflétés par la conviction nouvelle au niveau des dirigeants et de la société israélienne, de la nécessité de parvenir à une solution pacifique sur la base des résolutions des Nations Unies. M. Albusaidi a appelé la communauté internationale, les grandes puissances en premier lieu, à soutenir et à faire avancer ce point de vue en Israël et dans les pays arabes.

/...

M. WALID AL-MOUALEM, Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne, a déclaré que le Moyen-Orient demeure caractérisé par des défis énormes et des tensions élevées en raison de l'occupation par Israël de territoires arabes et du déni des droits légitimes du peuple palestinien. Les espoirs de paix des peuples de la région sont entrain de disparaître, a-t-il regretté, tout en ajoutant que la situation en Iraq et son cortège de colère et d'appréhensions a transformé la région en un nid de tensions et en un théâtre de confrontations.

Qu'avons-nous accompli au cours de l'année dernière et au cours des précédentes sessions de l'Assemblée générale, s'est demandé le Ministre, en estimant que les derniers chiffres du soutien accru des États-Unis à l'armement d'Israël parlent d'eux-mêmes. La dernière agression israélienne contre la Syrie, le

6 septembre dernier, est la preuve, a estimé le Ministre, qu'Israël veut faire monter la pression. L'échec de la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, à condamner cet acte d'agression, a-t-il tenu à répéter, ne fera qu'encourager Israël à persister dans ses objectifs hostiles et conduira à une exacerbation des tensions dans la région.

Le Ministre a regretté que le fond, l'approche et les objectifs de la réunion internationale sur la recherche d'une solution globale au conflit arabo-israélien demeurent vagues. La Syrie a réitéré, à plusieurs reprises, que la paix est son choix stratégique, a-t-il rappelé avant de demander si le Gouvernement israélien et l'Administration américaine ont toujours la volonté de parvenir à une paix véritable. Malheureusement, a-t-il conclu, leurs actes suggèrent le contraire.

/...

Mme AICHATOU MINDAOUDOU, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la République du Niger, ... Mme Mindaoudou a cependant affirmé que la situation au Moyen-Orient, dominée par le conflit israélo-palestinien, nécessitait une attention plus particulière de la part de la communauté internationale. ...

/...

M. KAREL DE GUCHT, Ministre des affaires étrangères de la Belgique, ...

/...

... S'agissant du conflit israélo-palestinien, il fait remarquer que ni la poursuite des tirs de roquettes sur la population israélienne, ni la dégradation des conditions de vie des Palestiniens de Gaza ne sont acceptables. M. De Gucht a fait ensuite observer que la situation était paradoxale. D'un côté, la communauté internationale, et en particulier l'Europe, injecte des sommes colossales pour empêcher une crise humanitaire et de l'autre, la bande de Gaza est artificiellement empêchée de fonctionner sur le plan économique, du fait de la fermeture des points de passage de Karni et de Rafah. La Belgique partage également la préoccupation du Secrétaire général après l'annonce de mesures qui pourraient frapper l'ensemble de la population de la bande de Gaza. M. De Gucht a toutefois reconnu que les rencontres régulières entre les dirigeants palestiniens et israéliens constituaient un développement encourageant après tant d'années d'incompréhension.

/...

M. MOURAD MEDELICI, Ministre des affaires étrangères de l'Algérie, ...

/...

Au Moyen-Orient, a poursuivi le Ministre, la situation se dégrade et risque de compromettre tout espoir d'instauration d'une paix durable dans la région. L'Algérie se félicite du regain d'attention dont bénéficie l'initiative de paix arabe qui est aujourd'hui relayée par la proposition de tenir une conférence internationale de paix. ...

/...

M. ABUBAKR AL-QIRBI, Ministre des affaires étrangères de la République du Yémen, ...

/...

... En ce qui concerne le problème palestinien, il a souligné que la violence israélienne est contraire aux conventions internationales des Nations Unies notamment la Déclaration universelle des

droits de l'homme et la quatrième Convention de Genève, et a demandé à la communauté internationale de faire respecter ces textes.

Le Ministre a rappelé l'initiative de paix arabe, en arguant que les pays arabes critiqués dans le passé pour leur manque de vision ne peuvent plus être accusés d'inaction. Il a ainsi exprimé l'espoir qu'une solution sera trouvée pendant la conférence internationale, une solution qui prévoit la création d'un État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale et le retour des réfugiés. La solution doit être suffisamment globale pour traiter de la question des fermes de Chebaa. Le Ministre a également appelé ses « frères » palestiniens au dialogue, à l'unification de leurs positions, au rétablissement de l'ordre et au respect de la Constitution.

/...

M. ABDURRAHMAN MOHAMED SHALGHAM, Secrétaire du Comité populaire chargé des affaires étrangères et de la coopération internationale de Jamahiriya arabe libyenne, ...

/...

S'exprimant ensuite sur la situation du peuple palestinien, le Secrétaire du Comité populaire a déclaré que pour son pays, le retour des réfugiés palestiniens était le seul moyen de retrouver la paix, la sécurité et la stabilité dans cette région du monde. ...

/...

### **Droits de réponse**

Le représentant de la République islamique d'Iran a déclaré que le représentant d'Israël avait porté à l'encontre de son pays des accusations ridicules, et ce afin de distraire la communauté internationale du sort des populations palestiniennes dans les territoires occupés. Dénonçant les violations de dizaines de résolutions des Nations Unies par Israël, le représentant a indiqué que le bilan du régime sioniste avait été mis en cause par de nombreux mécanismes internationaux. Il a également attiré l'attention sur l'arsenal dont dispose aujourd'hui Israël. La communauté internationale doit agir sans tarder pour mettre fin à cette surenchère.

/...

\* \*\*\* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel